

ticulièrement décourageante. De plus, la stabilité régionale fut encore menacée par les conflits qui ont continué de sévir entre l'Iran et l'Iraq, infligeant d'importantes pertes et faisant de nombreuses victimes dans les deux camps.

Le Canada a poursuivi ses efforts afin de renforcer et d'intensifier ses relations bilatérales politiques et économiques avec les pays du Moyen-Orient, notamment en ouvrant une ambassade à Amman, en Jordanie, pour satisfaire à la fois ses intérêts politiques et d'expansion du commerce. Par rapport à l'année précédente, nos exportations totales se sont légèrement accrues, alors que nos importations ont enregistré une baisse appréciable. L'Arabie saoudite demeure notre débouché le plus important dans cette région.

En janvier 1982, le ministre de l'Industrie et du Commerce, Herb Gray, s'est rendu à Jérusalem à la tête d'une délégation canadienne devant participer à une réunion du Comité économique mixte Canada-Israël, au cours de laquelle a été signée une lettre d'entente visant l'élargissement de la coopération commerciale, économique et industrielle entre les deux pays. En mars, une mission commerciale pluri-sectorielle a séjourné à son tour en Israël sous l'égide du ministère. En janvier 1982 également, le ministre de l'Énergie, Marc Lalonde, a effectué des visites en Arabie saoudite, en Égypte et au Koweït pour y promouvoir nos relations commerciales avec ces pays et la coopération dans le domaine de l'énergie. Lors de sa visite au Caire, Canadiens et Égyptiens ont publié une déclaration conjointe concernant la coopération nucléaire et un accord de coopération a ensuite été signé en mai à Ottawa. Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères de l'Égypte s'est rendu en visite officielle au Canada en novembre, en préparation de la visite d'État du président Moubarak en janvier 1983.

Parmi les autres échanges notables destinés à favoriser l'élargissement de nos relations avec les pays du Moyen-Orient, notons la conclusion avec l'Iraq d'une entente sur la coopération commerciale, économique et technique, de même que la tournée de la région effectuée en janvier 1983 par le ministre d'État au Commerce international, Gerald Regan, cette tournée l'ayant mené à Oman, au Koweït, dans les Émirats arabes unis et en Arabie saoudite.

En Afrique, déchirée par des dissensions intestines, l'Organisation de l'unité africaine a jugé préférable de ne pas tenir son sommet annuel à deux reprises. Dans la guerre civile qui sévit au Tchad depuis maintenant 17 ans, la force panafricaine de maintien de la paix s'est retirée du pays après que Hissène Habré se fût emparé de la plus grande partie du territoire et eût assumé la présidence. Les États africains n'ont pas encore réussi à s'entendre au sujet du Sahara occidental. Un nouveau coup d'État est survenu en Haute-Volta. L'expulsion des travailleurs étrangers illégalement résidents du Nigéria au début de 1983 a porté un dur coup aux ressources du Togo et du Bénin, pays que devaient traverser les réfugiés pour retourner au Ghana, un État qui a dû accueillir environ 500 000 de ses citoyens rentrant chez eux.

L'Afrique du Sud a continué d'occuper illégalement la Namibie. Le Groupe de contact des pays occidentaux, dont font partie le Canada, la France, l'Allemagne de l'Ouest, la Grande-Bretagne et les États-Unis, a multiplié ses efforts pour négocier une transition pacifique menant à l'indépendance de la Namibie. En octobre 1982, les ministres des Affaires étrangères des cinq pays membres du Groupe de contact

réunis pour une deuxième fois cette même année se sont déclarés satisfaits de l'issue des consultations tenues un peu plus tôt avec les Pays de ligne de front, la South West Africa People's Organization (SWAPO) et l'Afrique du Sud et dont on avait fait part au Secrétaire général des Nations Unies. Parmi les questions toujours en suspens au début de 1983, signalons l'exigence formulée par l'Afrique du Sud, avec l'appui des États-Unis, pour que son retrait de la Namibie soit rattaché à celui des troupes cubaines d'Angola.

Parce que leur situation économique est moins précaire que celle d'autres pays du continent africain, les pays d'Afrique du Nord et d'Afrique australe, de même que le Cameroun, demeurent des partenaires commerciaux importants. En 1982, les exportations canadiennes de marchandises à destination de l'Afrique se sont élevées à 1,7 milliard de \$, les importations atteignant approximativement 682 millions de \$. L'Algérie, l'Égypte, l'Afrique du Sud et le Maroc ont constitué nos principaux débouchés.

Parmi les diverses activités de développement et de promotion auxquelles le gouvernement canadien a eu recours pour accroître ses ventes, signalons en particulier une série de conférences sur les débouchés d'exportation en Afrique qui ont attiré plus d'un millier de gens d'affaires canadiens et de représentants africains à Montréal, Toronto, Halifax et Edmonton. Parmi les secteurs jugés les plus intéressants figuraient ceux de l'électrification, de l'énergie, des télécommunications, des transports et de la foresterie.

En mars 1982, la Banque africaine de développement (BAD) a envoyé au Canada une mission chargée d'expliquer à des gens d'affaires de toutes les régions du pays les avantages que les Canadiens pourraient retirer des arrangements qu'elle est disposée à leur offrir. Le Canada s'est associé à la BAD au début de 1983.

Des rencontres bilatérales ont eu lieu avec l'Algérie, la Tunisie, le Maroc et le Cameroun au sein de comités mixtes. Les intéressés ont ainsi eu l'occasion d'examiner leurs relations commerciales et économiques, notamment les programmes canadiens d'aide et de crédit.

Les visites qu'ont effectuées des ministres tant canadiens qu'africains, en Afrique ou au Canada, selon le cas, sont demeurées la pierre angulaire des relations bilatérales. Il convient de signaler particulièrement la tournée effectuée en janvier 1982 par le ministre d'État au Commerce international Lumley au Kenya, au Zimbabwe et au Swaziland, à l'issue de laquelle ont été signés cinq importants contrats visant la fourniture de biens et de services canadiens. En mars de l'année suivante, le ministre d'État aux Relations extérieures, Charles Lapointe, s'est arrêté au Cameroun, au Mali, en Guinée et au Nigéria lors de son deuxième séjour en Afrique. Les présidents de la Somalie, du Cameroun et de la Guinée ont effectué des visites au Canada vers la même époque.

Le ministère a organisé des missions commerciales dans divers secteurs, dont le tourisme au Maroc et en Algérie, le matériel de transport urbain en Arabie saoudite et en Égypte, ainsi que le matériel de télécommunications et de pêche en Arabie saoudite et dans les États du Golfe. Des sociétés canadiennes ont également été invitées à participer aux foires commerciales d'Alger et de Bagdad, ainsi qu'à des foires sectorielles comme le Salon du foyer en Arabie saoudite et la semaine commerciale d'Abidjan.